

A quel prénom se vouer ?

Il paraît que les grands esprits se rencontrent. Ils ne sont visiblement pas les seuls, puisque Marine Le Pen vient de relancer la polémique sur les prénoms, lancée par Eric Zemmour, en rejoignant Julien Aubert, député LR du Vaucluse, autour de l'idée d'ajouter un prénom « français » à ceux des personnes naturalisées. Cette possibilité existe déjà grâce à des formulaires de demande de « francisation ». Au-delà de ces polémiques, l'inconscient administratif estime donc également qu'il existe des prénoms français et d'autres qui ne le sont pas. Glosant ses attaques contre Hapsatou Sy, Eric Zemmour en a donné sa définition : il s'agit d'un prénom issu du calendrier des saints chrétiens (« *Votre prénom est une insulte à la France* », avait déclaré Eric Zemmour à l'encontre de la chroniqueuse sur le plateau de « Salut les Terriens ! », sur C8, le 16 septembre 2018).

Le 31 mai 2016, sur RTL, il fustigeait déjà dans un même mouvement les parents qui appelaient leurs enfants Mohamed ou Sue-Ellen, considérant que ces prénoms, étrangers à l'histoire de France, représentaient le choix d'une « autoségrégation ».

Les prénoms germaniques seraient en revanche à ses yeux de bons prénoms français, car ils furent portés par des populations en qui il voit l'origine de la France. Eric Zemmour pouvait en effet difficilement les exclure, car ils étaient largement majoritaires au haut Moyen Âge, à une époque où les régions qui allaient former plus tard la France étaient déjà chrétiennes, mais où la pratique consistant à donner un nom de saint à ses enfants était ultraminoritaire. La plupart des noms étaient alors construits à partir d'éléments issus de ceux des parents. Pour les femmes, on choisissait aussi souvent des noms renvoyant à des qualités : Douce, Bonne, etc., pratique qui se poursuivit bien au-delà des XI^e et XII^e siècles, quand on commença progressivement à utiliser les noms des saints du calendrier.

CALENDRIERS CHRÉTIENS

Faut-il alors rappeler que ces noms étaient d'abord ceux des personnages de la Bible, puis des martyrs morts en témoignant de leur foi, lorsque le christianisme n'était pas encore autorisé dans l'Empire romain ? La plupart des premiers saints sont ainsi morts à des milliers de kilomètres de la France, à une époque où elle n'existait pas. Mais la religion chrétienne, qui visait à l'universalité, ne s'en préoccupait pas, et les calendriers chrétiens agrégèrent sans difficulté des noms venus de toutes les régions touchées par le christianisme, en Occident comme en Orient, et donc d'abord des noms hébreux, latins et grecs. L'idée d'« un » calendrier chrétien aurait d'ailleurs fait sourire un clerc médiéval, car ces derniers étaient confrontés à un très grand nombre de martyrologes, ces listes des martyrs et des saints que l'on fêtait au jour anniversaire de leur mort, qui ne concordait ni pour les noms qu'ils contenaient ni pour les dates anniversaires. Ces listes étaient en perpétuelle transformation, notamment par ajout de nouveaux saints, dont beaucoup n'avaient pas plus à voir avec la France que leurs prédécesseurs.

Prenons saint Eric, un souverain suédois ayant régné entre 1156 et 1160, qui fut assassiné par un rival pour le trône. Considéré a posteriori et à tort comme un martyr, il intégra ces fameux calendriers. Il faut ensuite imaginer qu'un jour des parents irresponsables, vivant en France, ont commencé à donner à leur enfant ce prénom, qui était aussi lié à la culture française que celui de Sue-Ellen. Ils inscrivirent ainsi leur enfant dans une histoire tant païenne que chrétienne, et l'associaient sans le savoir à des personnages tels qu'Eric à la hache sanglante, un roi païen qui régna sur la Norvège au début des années 930, après avoir fait assassiner ses frères. Un seul survécut, car il avait été élevé en Angleterre : il chassa Eric du trône, qui partit à son tour pour l'Angleterre, où il finit par trouver la mort.

La France très chrétienne d'Eric Zemmour a donc été faite par des hommes et des femmes qui portaient des prénoms de toutes origines, qu'ils n'avaient de toute façon pas choisis. Ce ne sont pas leurs prénoms qui en ont fait des Français, c'est leur participation à l'histoire de France qui a donné l'illusion que ces prénoms avaient toujours été français. ♦

Age colonial bouscule Berlin

Chambre du peuple – le Parlement de la RDA – et un centre culturel. Démoli à son tour entre 2006 et 2008, presque vingt ans après la réunification, le palais de la République a laissé place à un immense chantier, en voie d'achèvement, visant à ressusciter l'ancien château des Hohenzollern, où il a été décidé d'installer le Humboldt-Forum, un musée consacré aux cultures extra-européennes. L'ouverture est prévue fin 2019.

Or ce projet, dès l'origine, a suscité de vives résistances. Beaucoup d'observateurs se sont en effet inquiétés de voir exposés des objets issus de la période coloniale dans un bâtiment symbolisant l'Allemagne impériale. En juin 2013, dès les premiers coups de pioche, les adversaires ont ainsi fondé une association, baptisée « No Humboldt 21 », dont le manifeste est sans appel : « *La majeure partie des plus de 500 000 pièces d'exposition en provenance du monde entier a rejoint la ville de Berlin dans le cadre des conquêtes coloniales.*

(...) Il est prévu de ramener les collections (...) au château des Hohenzollern, là même où les premiers trésors d'outre-mer de la ville de Berlin furent présentés au public. En Allemagne et à l'étranger, les descendants des peuples colonisés sont d'autant plus choqués que l'endroit choisi n'est autre que la résidence reconstruite des empereurs de Brandebourg et de Prusse, qui furent les principaux responsables de l'esclavage de milliers d'Africains ainsi que de génocides et camps de concentration dans les anciennes colonies allemandes. »

Pétitions, tribunes, tables rondes... Sans doute en raison de sa localisation, au cœur même de Berlin, dans un lieu cristallisant les méandres de la mémoire allemande, le projet du Humboldt-Forum a nourri un vaste débat public et médiatique sur la place des objets concernés, allant, pour certains, jusqu'à l'obligation morale de les restituer aux pays d'origine. Le contexte a beaucoup aidé : celui d'une « redécouverte », par l'Allemagne, de son passé colonial, aussi bien grâce à une historiographie renouvelée qu'à certaines initiatives à destination du grand public, comme la grande exposition sur le « colonialisme allemand » présentée, d'octobre 2016 à mai 2017, au Musée historique allemand, à quelques dizaines de mètres du Humboldt-Forum...

Essentiellement porté à ses débuts par des militants de la mémoire, lesquels ont récemment obtenu que soit débaptisées une dizaine de rues berlinoises portant les noms d'acteurs du passé colonial allemand, le débat a pris une nouvelle dimension avec la décision de Bénédicte Savoy de quitter, à l'été 2017, le « conseil des experts » du Humboldt-Forum. Dans un entretien accordé à l'époque à la *Süddeutsche Zeitung*, la professeure à l'université technique de Berlin et au Collège de France alla jusqu'à comparer le Humboldt-Forum à « Tchernobyl », dénonçant le risque d'une muséographie recouvrant l'histoire des collections « d'une chape de plomb (...) comme sur des déchets ».

pasteur, né en RDA, est assez réservé à l'idée d'une politique générale de restitution des œuvres. « *Restituer est une possibilité, mais le Humboldt-Forum doit aussi être un lieu où l'on explore des alternatives* », expliquait-il au *Berliner Zeitung* lors de sa prise de fonctions, insistant sur la priorité que représente à ses yeux la « recherche de provenance » (*Provenienzforschung*), autrement dit la nécessité d'écrire l'histoire, souvent lacunaire, du processus ayant conduit à l'arrivée des objets en Allemagne.

Cette position est aussi celle de l'Association allemande des musées, qui a publié, en mai, un « Guide pour le traitement des biens de collections issus de contextes coloniaux ». Long de 140 pages, ce document, traduit en anglais et en français, se veut « *le pendant du rapport Sarr-Savoy pour l'Allemagne* », selon David Vuillaume, le président de cette association qui représente quelque 900 établissements dans tout le pays.

« APPROCHES DIFFÉRENTES »

Par son origine, son contenu et son débouché, ce « guide » est cependant emblématique de ce qui distingue la France de l'Allemagne. « *Si nos approches sont différentes, c'est d'abord parce que notre rapport au colonialisme n'est pas le même. L'Allemagne n'a plus de colonie depuis 1918, de sorte que le lien avec les sociétés d'origine est plus lointain et plus paisible qu'en France. Ensuite, nos systèmes politiques sont très différents. En France, l'impulsion est venue de M. Macron, qui a commandé le rapport Savoy-Sarr après son discours à l'université de Ouagadougou [le 28 novembre 2017]. En Allemagne, ce n'est pas M^{me} Merkel qui nous a demandé de publier des recommandations* », explique M. Vuillaume, qui ajoute : « *On n'a pas eu en Allemagne de choc politique comme en France, pas de conférence de presse, pas de grand discours, c'est peut-être moins sexy, mais ça ne veut pas dire que les choses n'avancent pas.* »

Depuis l'annonce de M. Macron, le gouvernement allemand est resté discret. Sans fermer la porte à des restitutions ponctuelles, la ministre fédérale de la culture, la conservatrice Monika Grütters, a insisté, en phase avec les recommandations énoncées dans le « guide » de l'Association allemande des musées, sur l'importance de la « recherche de provenance ». L'objectif figure également dans le « contrat de coalition » signé, le 7 février, entre les conservateurs et les sociaux-démocrates. « *Nous souhaitons encourager le travail critique sur la provenance des biens culturels issus de l'héritage colonial et présents dans nos musées et nos collections* », indique le document.

Si le principe est posé, la mise en œuvre concrète de cette politique se fait toutefois attendre, quand bien même une avancée devrait avoir lieu, en 2019, avec l'implication du Centre de recensement et de gestion des biens culturels disparus, créé en 2015 pour soutenir les recherches sur les œuvres pillées